



## Rencontre des ministres des Affaires étrangères russe, indien et chinois sur les menaces américaines contre l'Iran

Par [Niall Green](#)

Mondialisation.ca, 25 février 2007

[WSWS](#) 24 février 2007

Région : [Asie](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

Les ministres des Affaires étrangères de l'Inde, de la Russie et de la Chine se sont rencontrés à New Delhi la semaine dernière pour soi-disant discuter du terrorisme et de l'Afghanistan.

Alors que l'Iran était loin derrière dans l'ordre du jour officiel, il ne faisait pas de doute pour la grande majorité des commentateurs que c'était là une des questions les plus pressantes discutées par les trois pays. Les menaces militaires de l'administration Bush contre l'Iran soulèvent de sérieux dangers pour les trois puissances qui entretiennent toutes trois des liens économiques étroits avec le régime de Téhéran.

Les différends de la Russie et de la Chine avec les Etats-Unis ne se limitent pas à la question de la poussée américaine pour s'assurer l'hégémonie sur la région du Moyen-Orient. Elles voient cela comme faisant partie d'une offensive politique et diplomatique plus large et qui menace leurs sphères d'influence traditionnelles en Asie centrale.

Pour la Russie, cela tourne autour des visées américaines sur les ressources stratégiques du pétrole et du gaz de la mer Caspienne. Mais elle rejoint la Chine, en particulier, sur la menace que pose le système antimissile américain. Ce système comprend des radars à longue portée et des missiles d'interception conçus pour détecter et abattre les missiles balistiques, ce qui a pour but de donner aux Etats-Unis la capacité unique de pointer avec succès des ogives nucléaires sur ses rivaux.

Le ministre indien des Affaires étrangères, Pranab Mukherjee, le ministre russe des Affaires étrangères Sergei Lavrov, et leur homologue chinois, Li Zhaoxing, ont dit à une conférence de presse que leurs consultations visaient à promouvoir la sécurité de l'industrie, du commerce et de l'énergie. Les trois ministres ont fait une déclaration commune disant que « ... la coopération trilatérale n'était pas dirigée contre les intérêts d'aucun autre pays, mais qu'elle avait, au contraire, pour objectif de promouvoir l'harmonie et la compréhension internationales. »

Toutefois, prenant une position plus assertive dirigée contre Washington, Lavrov a lu la partie du communiqué déclarant que la coopération « et non la confrontation devrait être le principe directeur des affaires régionales et mondiales » avec un plus grand accent mis sur la « démocratisation des relations internationales ».

Faisant clairement référence à l'Iran, un officiel indien anonyme a plus tard dit aux journalistes que « Les trois ministres étaient d'accord sur le fait que de tels conflits devraient être résolus par le dialogue et sans faire usage de la force. »

Même si des pourparlers trilatéraux réguliers avaient auparavant été proposés par la Russie en 1996, les relations étaient souvent tendues entre les trois puissances, mais elles se sont réchauffées de façon significative depuis que les Etats-Unis ont envahi et occupé l'Irak en 2003. Les trois ministres des Affaires étrangères se sont rencontrés à Vladivostok en Russie en 2005, l'année même où la Russie et la Chine ont entrepris leurs premiers exercices militaires conjoints.

Le premier ministre indien Manmohan Singh, le président russe Vladimir Poutine et le président chinois Hu Jintao ont tenu leur premier sommet trilatéral à Saint-Pétersbourg en Russie en juillet 2006.

La Chine et la Russie, qui étaient à couteaux tirés pour la plus grande partie de la période d'après-guerre, ont depuis développé des liens étroits, la Russie fournissant pétrole et gaz pour satisfaire la demande explosive de la Chine et Pékin achetant de plus en plus des systèmes d'armements sophistiqués à l'industrie des armements russe. Reflétant l'appétit de la Chine pour les hydrocarbures russes, Li Zhaoxing a dit à la conférence de presse, « Nous avons bien parlé de coopération dans le secteur de l'énergie. Nos trois économies croissent très rapidement et le potentiel pour une coopération tripartite dans le commerce et l'énergie est très grand. »

New Delhi avait diminué ses liens avec Moscou depuis l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 et depuis l'intégration subséquente de l'Inde dans l'économie mondiale. Moscou est impatient de renouer ses relations avec l'Inde et a fait des pas vers une plus grande coopération dans le domaine de l'énergie et de la sécurité régionale. Poutine a fait une visite d'État à New Delhi en janvier dernier, accompagné par une importante délégation d'hommes d'affaires et d'officiels, au cours de laquelle les deux pays ont conclu des accords en matière d'énergie et de défense valant des milliards de dollars.

Suite à cette visite, Manoj Joshi, analyste indien en stratégie d'affaires, commentait : « Le redémarrage de la Russie a des implications importantes pour la politique régionale et globale de l'Inde parce que cela augmente les options possibles pour New Delhi. Il existe une plus grande identité d'intérêts entre les deux sur l'Asie centrale, l'Iran et l'Asie de l'Ouest, qu'entre New Delhi et Washington. »

La Russie est préoccupé par le rapprochement croissant entre New Delhi et Washington, qui a soutenu le programme d'arme nucléaire de l'Inde afin de s'assurer l'appui de cette puissance régionale sud-asiatique. L'élite indienne voit Washington comme un contrepoids vital à la Chine, son rival de longue date et est également très désireux de diversifier ses sources de technologie militaire, contrebalançant sa dépendance des importations russes.

Cependant, l'Inde demeure prudente et veille à ne pas rallier Washington et sa croisade militaire et elle continue, dans une certaine mesure, à considérer la Russie comme son allié principal en Eurasie. L'Inde est également ouverte aux tentatives de la Chine d'améliorer les relations entre Pékin et New Delhi.

L'Inde, le Pakistan et l'Iran ont des projets de développement d'un pipeline pour le pétrole et le gaz d'une valeur de plusieurs milliards de dollars que New Delhi considère comme

essentiel pour ses besoins énergétiques croissants. Alors que Washington a mis beaucoup de pression sur l'Inde pour qu'elle se retire de cet accord, Poutine a proposé les services du monopole d'État, Gazprom, pour la construction du projet.

L'attitude belliqueuse des États-Unis est un facteur majeur qui pousse de l'avant l'amélioration des relations entre l'Inde et la Chine, qui ne cessent de s'améliorer depuis ces dernières années. Plusieurs rencontres de haut niveau entre officiels des deux puissances asiatiques rivales ont annoncé de nouveaux objectifs visant à améliorer le commerce et la coopération en matière de politique énergétique.

Les ministres des Affaires étrangères chinois et indien se sont rencontrés à deux le 13 février pour renforcer la coopération régionale, incluant l'amélioration des transports et la diminution des restrictions sur les visas. Les deux ministres ont également discuté du différent frontalier qui avait été à l'origine d'un conflit militaire en 1962.

La Russie joue le rôle principal dans les efforts de formation d'un bloc contre les États-Unis.

En plus des discussions trilatérales à New Delhi, la Russie a répondu aux provocations de Washington contre l'Iran par une offensive diplomatique majeure. Après son discours dévastateur attaquant la politique étrangère américaine, le 11 février, lors de la 43<sup>e</sup> Conférence à Munich sur la politique de sécurité, Poutine s'est envolé directement vers l'Arabie saoudite et d'autres pays du golfe Persique.

La Russie et l'Arabie saoudite sont les plus importants exportateurs mondiaux de pétrole, et beaucoup pensaient qu'il allait essentiellement être question des prix du pétrole à travers leurs discussions, Poutine cherchant à persuader la monarchie saoudienne de ne pas augmenter la production, ce que les États-Unis, eux, souhaitent afin de faire baisser les prix du pétrole.

Le site Internet axé sur la politique étrangère américaine, *Stratfor*, a fait le commentaire que la visite de Poutine était motivée par des « intérêts stratégiques » et des inquiétudes sur le prix du pétrole. Il a ajouté que l'espoir du Kremlin d'affirmer sa puissance sur la scène mondiale « impliquait nécessairement la présence des Russes au Moyen-Orient ».

La rencontre des trois ministres des Affaires étrangères a suivi de près l'accord de la République tchèque de recevoir sur son territoire une station radar du système antimissile américain, et l'annonce de la Pologne qu'elle était prête à laisser les États-Unis utiliser une base militaire sur son territoire pour y construire un grand silo capable de lancer des missiles d'interception.

Poutine a rejeté les affirmations américaines selon lesquelles le système antimissile était conçu pour empêcher une attaque de l'Iran ou de la Corée du Nord. Le général Yuri Baluyevsky, chef de l'état-major russe, a déclaré : « Sa portée d'interception couvrira une portion significative de la partie européenne de la Russie, et son intégration avec les services de renseignement américains renforcera davantage le potentiel antirusse de ce dispositif.

« Nous serions contraints de rechercher des mesures défensives asymétriques et bien sûr beaucoup moins coûteuses », a-t-il averti.

Moscou a rapidement concrétisé cette menace.

Le 7 février, le ministre russe de la Défense, Sergei Ivanov, a annoncé un programme de réarmement de cinq mille milliards de roubles axé sur le remplacement de 45 pour cent du matériel militaire existant et particulièrement sur le développement des systèmes de missiles. L'amiral Vladimir Masorin, le commandant en chef de la marine, a affirmé que « le financement de la force nucléaire stratégique navale » était prioritaire.

Baluyevsky a déclaré le 15 février qu'il était possible que Moscou se retire unilatéralement du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI), conclu en 1987 par les Etats-Unis et l'Union soviétique afin d'interdire les missiles balistiques et de croisière ayant une portée allant jusqu'à 5500 kilomètres. « Une partie peut abandonner le traité [unilatéralement] si elle fournit une preuve convaincante que cela est nécessaire », a affirmé le général, « Nous possédons actuellement une telle preuve. »

Baluyevsky a déclaré que cette action était envisagée en raison de la stratégie américaine visant à étendre son bouclier antimissile jusqu'en Europe de l'Est.

Lors d'une réunion à Varsovie le 19 février, l'annonce faite par les premiers ministres polonais et tchèque, Jaroslaw Kaczynski et Miroslav Topolanek, qu'ils avaient l'intention d'aller de l'avant avec le projet de recevoir le système antimissile américain a provoqué Moscou à menacer de déployer des missiles balistiques à moyenne portée contre les deux États. « Si les gouvernements de la Pologne et de la République tchèque vont de l'avant avec ce projet, ce dispositif de missiles stratégiques sera en mesure d'atteindre ces installations » a déclaré lors d'une conférence de presse le général Nikolai Solovtsov, le commandant russe des forces stratégiques.

Pour sa part, Beijing a réagi aux projets de système antimissile américain en lançant en janvier un missile pour détruire un de ses propres satellites afin de démontrer qu'il pouvait en faire autant avec le système de guidage de missiles des Etats-Unis.

*Article original en anglais paru le 21 février 2007.*

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Niall Green](#), [WSWS](#), 2007

---

Articles Par : [Niall Green](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si

vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)